

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 17 MAI 2017**

FN/RT

**OBJET : N° 5.3.1 – TECHNIQUE – SEBA ASSAINISSEMENT COLLECTIF –  
DEVERSEMENT D'EFFLUENTS INDUSTRIELS –  
LAITERIE CARRIER A VALS-LES-BAINS -**

L'an deux mille dix-sept, le dix-sept du mois de mai à quatorze heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents excusés :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat.

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.

**OBJET : N° 5.3.1 – TECHNIQUE – SEBA ASSAINISSEMENT COLLECTIF –  
DEVERSEMENT D'EFFLUENTS INDUSTRIELS –  
LAITERIE CARRIER A VALS-LES-BAINS -**

Envoyé en préfecture le 30/05/2017  
Reçu en préfecture le 30/05/2017  
Affiché le   
ID : 007-250700267-20170517-2017BS050028-DE

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Lors de sa réunion du 1<sup>er</sup> juillet 2014, le Bureau Syndical a adopté une convention type pour autoriser, sur les systèmes d'assainissement collectif du SEBA, le déversement d'eaux usées non-domestiques, également dénommées « eaux industrielles ».

Dans le quartier Chamblas de Vals-les-Bains se trouve la laiterie Carrier. Son activité principale est la fabrication de produits laitiers. Elle a consommé près de 6 500 m<sup>3</sup> d'eau potable en 2016.

Une convention provisoire de déversement dans le réseau intercommunal de Lalevade est en place depuis novembre 2015. En parallèle, l'industriel a poursuivi ses efforts pour une optimisation des rejets dans le réseau public. L'exploitant du système d'assainissement public a pu observer le bon comportement de la station d'épuration.

Après de nombreux échanges, la signature d'une convention spéciale de déversement définitive entre l'industriel, le SEBA et son exploitant est envisageable. Cette convention précise les droits et obligations de chaque partie. Elle est bâtie à partir de la convention-type, d'une durée de huit ans. Le coefficient de pollution calculé en 2016 est de 1,9. Ce document a été présenté en séance.

Le bureau syndical est appelé à autoriser le président à signer la convention telle que jointe **en annexe**.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** cette proposition.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,  
Le Président,

Jean PASCAL

Annexe à la délibération n° 5.31 du bureau syndical du 17/05/2017



## **Convention Spéciale de Déversement des Eaux Usées Non Domestiques au Réseau Public d'Assainissement**

### *Clauses Techniques Particulières de l'Autorisation de Déversement*

- *Etablissements où les prescriptions répondent à une logique d'obligations de résultats*

### **Etablissement : LAITERIE CARRIER**

Route d'Arlix - Chamblas - 07600 Vals-les-Bains.

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1 - OBJET .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - DEFINITIONS .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 - INSTALLATIONS PRIVEES .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 5 - CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 7 - SURVEILLANCE DES REJETS ET DE SON IMPACT SUR LA STEP COMMUNALE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 8 - DISPOSITIFS DE MESURE ET DE PRELEVEMENTS .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 9 - DISPOSITIFS DE COMPTAGE DES PRELEVEMENTS D'EAU .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 10 - ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS DE REJET .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 11 - CONDITIONS FINANCIERES .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 12 - FACTURATION ET REGLEMENT .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 13 - REVISION DES REMUNERATIONS ET DE LEUR INDEXATION .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 14 - GARANTIE FINANCIERE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 15 - CONDUITE A TENIR PAR L'ETABLISSEMENT EN CAS DE NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 16 - CONSEQUENCES DU NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 17 - VARIATION DANS LES CARACTERISTIQUES DES REJETS .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 18- MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 19 - OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITÉ ET/OU DE SON DÉLÉGATAIRE .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 20 - CESSATION DU SERVICE .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 21 – CESSIBILITE DE LA CONVENTION .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 22 - DUREE .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 23 – DÉLÉGATAIRE ET CONTINUITE DE SERVICE .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 24 - JUGEMENT DES CONTESTATIONS .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 25 - DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION .....</b>	<b>19</b>
<b>ANNEXE 1 : RECEPISSE DE DECLARATION .....</b>	<b>21</b>
<b>ANNEXE 2 : PLANS DES RESEAUX .....</b>	<b>25</b>
<b>ANNEXE 3 : RESULTATS DES ANALYSES SUR LE REJET – 2015 / 2016 .....</b>	<b>30</b>
<b>ANNEXE 4 : LISTE DES PRODUITS UTILISES PAR L'ETABLISSEMENT .....</b>	<b>41</b>
<b>ANNEXE 5 : DUPLICATA DE FACTURE .....</b>	<b>43</b>
<b>ANNEXE 5 : REGLEMENT DU SERVICE ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>46</b>



**ENTRE :**

Raison sociale de l'entreprise : **LAITERIE CARRIER** pour son site de Vals Les Bains  
Dont le siège est à Route d'Arlix – Chamblas – 07600 Vals Les Bains  
N° SIRET : 38662019900011  
Code NAF : 155 A Laiterie.  
Représentée par Madame Bénédicte CARRIER, Directrice.

et dénommée : **l'Etablissement**

**ET :**

**Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche - SEBA**

Propriétaire des ouvrages d'assainissement dont le siège est fixé à La Sigalière – Quartier Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE représenté par Monsieur le Président, M. Jean PASCAL, dûment autorisé aux présentes par délibération du Bureau Syndical en date du 17 mai 2017, rendue exécutoire par son dépôt en Sous-préfecture de Largentière le ....

et dénommé : **la Collectivité**

**ET :**

La SOCIETE **SAUR SAS** au capital de 101 529 000 €, inscrite au Registre du Commerce de VERSAILLES sous le numéro 339 379 984 dont le Siège Social est à ATLANTIS, 1 avenue Eugène Freyssinet, Guyancourt 78064 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX, dûment représentée par Monsieur ... *(à compléter par SAUR)*, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Directeur Délégué de la Région Sud Est, prise en sa qualité d'exploitant du service d'assainissement,

et dénommée : **le Déléataire.**

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 - OBJET**

Conformément aux dispositions de l'article L 1331-10 du Code de la Santé Publique, la Collectivité autorise provisoirement, sous réserve du respect des échéanciers de mise en conformité et de réalisation prévus à l'Article 10, l'Etablissement, dont les caractéristiques sont définies à l'Article 3, à déverser ses effluents d'eaux usées non domestiques dans le réseau public d'assainissement aux conditions administratives, techniques et financières particulières prévues par la présente Convention et par les délibérations du Comité Syndical des 15 avril 2003 (principe de convention) et 06 décembre 2004 (tarif de base des rejets industriels).

L'Etablissement est par ailleurs soumis aux clauses générales du règlement du service d'assainissement, auquel il sera fait référence pour tout ce qui n'est pas réglé de manière spécifique par la présente Convention.

**ARTICLE 2 - DEFINITIONS**

**2.1 Eaux usées domestiques**

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires correspondant aux effluents d'un logement domestique. Ces eaux sont admissibles au réseau public d'assainissement sans autre restriction que celles mentionnées au règlement du service de l'assainissement.

Elles ne doivent pas contenir de composés toxiques ou inhibiteurs de l'épuration biologique.

## **2.2 Eaux pluviales**

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Peuvent être reconnues assimilées à ces eaux pluviales, les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles ainsi que les eaux de refroidissement, les eaux de rabattement de nappe, (à condition que leur température soit inférieure à 30°C et qu'elles n'aient eu aucun contact avec des sources polluantes).

## **2.3 Eaux industrielles et assimilées**

Sont classés dans les eaux industrielles et assimilées tous les rejets autres que les eaux usées domestiques ou eaux pluviales, selon les définitions données à l'Article 2 ou expressément assimilées à ces dernières par la présente Convention.

Les eaux industrielles et assimilées sont dénommées ci-après **Eaux Usées Non Domestiques (EUND)**.

# **ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT**

## **3.1 Nature des activités**

L'Etablissement, dont le code NAF est 1051 A a pour activité principale la collecte de lait et la fabrication de produits ultrafrais et lactiques affinés.

L'Etablissement est soumis à Déclaration (D) au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (le récépissé de déclaration figure en annexe 1).

Il relève de la rubrique suivante : n° 242-2 – Lait (réception, stockage, traitement, transformation, etc., de) ou de produits issus du lait. L'organisme de tutelle est la DDCSPP

Ces activités comportent (induisent) les opérations industrielles suivantes :

- ✚ Fabrication de : yaourt nature et à la vanille, lait frais, lait fermenté, faisselle nature et à la crème de marron ou myrtille, fromages, crème fraîche épaisse et liquide.
- ✚ Réception et mise en cuves lait
- ✚ Atelier fromagerie sec,
- ✚ Laiterie
- ✚ Lavage quotidien et hebdomadaire des équipements des ateliers : cuves, tuyauteries, tables de fabrication, etc.
- ✚ Lavage des citernes des camions de collecte,
- ✚ Refroidissement des cuves de production de yaourts, lait fermenté et lait écrémé
- ✚ Production d'eau glacée pour refroidissement de cuves à 4°- 6° c.
- ✚ Nettoyage des sols (ajout de produits).

Dans cette convention ne seront prises en compte que les rubriques pouvant générer des eaux usées non domestiques.

Toute modification quant à la nature de l'activité de l'Etablissement, ayant un impact qualitatif et quantitatif sur les eaux rejetées, devra être notifiée, dans les plus brefs délais, au Délégué et à la Collectivité.

## **3.2 Plans des réseaux internes de collecte**

L'Etablissement dispose des plans simplifiés des réseaux de distribution et de collecte :

- plans des réseaux internes et externes de distribution d'eau potable, de forage, et de collecte des Eaux Usées Domestiques (EUD), des Eaux Usées Non Domestiques (EUND), et des Eaux Pluviales (EP) et de forage, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage (joint en annexe n°2)

## **3.3 Usages de l'eau**

- ✚ Eau potable (AEP)

- Domestique :
  - toilettes, lavabos, éviers
- Non domestique (industrielle) :
  - Lavage des ateliers, équipements, cuves,,
  - Lavage des sols,
  - Lavage des citernes des camions de collecte,

Les consommations en eau issue de l'alimentation publique sont indiquées ci-après pour les 3 dernières années.

Périodes de consommation	2016	2015	2014
Volumes en m <sup>3</sup>	<b>6490</b>	<b>6299</b>	<b>6137</b>

La consommation annuelle moyenne sur les 3 dernières années est de 6309 m<sup>3</sup>, soit **20.2 m<sup>3</sup> /jour**.

### **3.4 Effluents produits**

- **Eaux usées domestiques**
  - Eaux vannes et ménagères issues des toilettes, lavabos, éviers rejetées dans le réseau d'assainissement public.
- **Eaux Usées Non Domestiques EUND (eaux industrielles)**
  - Lavage des ateliers, équipements, cuves,
  - Lavage des sols,
  - Lavage des citernes des camions de collecte
  - Les eaux blanches : eaux de laiterie

Nota : le sérum n'est pas rejeté au réseau d'eaux usées mais récupéré par des porchers.

Ces eaux industrielles brutes sont acheminées dans un poste de relevage communal, situé en domaine privé sur le terrain de la laiterie, pour être refoulés directement dans le réseau d'assainissement public sans traitement préalable. Ce poste collecte également des eaux usées domestiques provenant d'habitations situées aux alentours de l'établissement.

L'établissement comptabilise les volumes transportés et traités sur la STEP du Bourdary ; ci-dessous les volumes traités en 2013 et 2014, puis les volumes rejetés au réseau public d'eaux usées entre mai 2015 et décembre 2016.

### **Tableaux récapitulatifs des volumes en m<sup>3</sup> rejets d'effluents**

Mois	Volume 2013 m <sup>3</sup>	Volume 2014 m <sup>3</sup>	Volume 2015 m <sup>3</sup>	Volume 2016 m <sup>3</sup>
Janvier	169.5	229	NC	361
Février	150	230	NC	404
Mars	170	299	NC	439
Avril	294	427	NC	494
Mai	354	419	NC	473
Juin	413	433	NC	538
Juillet	545	433	516	521
Août	468	430	499	539

Septembre	406	388	406	549
Octobre	329	277	389	449
Novembre	304	180	358	442
Décembre	299	316	402	461
<b>M3 / an</b>	<b>3732</b>	<b>4061</b>	<b>2570*</b>	<b>5670</b>

Entre 2016 et 2014 il y a une augmentation de 39,6 % en volume (+1609 m3).

\* Les rejets dans le REU public ont commencé en juillet 2015 ; le total du semestre 2015 est 2570 m3, sur la même période en 2016 le volume rejeté est 2961 m3 soit une augmentation de 15 % (+391 m3).

#### - Eaux pluviales

- Eaux de toiture et de ruissèlement.

Ces eaux pluviales sont rejetées directement dans le réseau pluvial.

### 3.5 Bilan pollution

La conformité d'admissibilité au réseau d'assainissement, de la pollution brute rejetée, est justifiée par l'intermédiaire d'un bilan pollution réalisé le 02/02/2015.

Le bilan a été réalisé par un laboratoire accrédité COFRAC. Les prélèvements ont été réalisés en aval du poste de relevage privé dans la cuve de stockage aérée.

Les résultats du bilan sont présentés ci-dessous (bulletin d'analyses en annexe n°3)

Paramètre	Valeur mesurée	Unité	Flux g/jour	Flux g/jour
VOLUME maxi envisagé		m3/j	<b>30</b>	<b>15</b>
AOX	0,320	mg/l	9,6	4,8
AZOTE AMMONIACAL (EN N)	2,89	mg/l	86,7	43,35
AZOTE GLOBAL	170,5	mg/l	5 115	2557,5
AZOTE KJELDAHL (EN N)	170	mg/l	5 100	2550
AZOTE NITREUX (EN N)	0,28	mg/l	8,4	4,2
AZOTE NITRIQUE (EN N)	0,20	mg/l	6	3
CADMIUM	2,00E-06	mg/l	6,00E-05	3,00E-05
<b>CHLOROFORME</b>	<b>0,04</b>	mg/l	1,08	0,54
CHLORURES	82	mg/l	2 460	1230
CHROME TOTAL	0,005	mg/l	0,15	0,075
CONDUCTIVITE	944	µS/cm	/	
CUIVRE	0,017	mg/l	0,51	0,255
DBO5 (avec ATU)	2390	mg/l	71700	35850
DCO	4721	mg/l	141630	70815
DETERGENTS ANIONIQUES	0,360	mg/l	10,8	5,4
DETERGENTS CATIONIQUES	0,400	mg/l	12	6
DETERGENTS NON IONIQUES	63,000	mg/l	1890	945
FLUORANTHENE	1,00E-05	mg/l	0,0003	0,00015
M.E.S. (Filtre Whatman GF/C)	540	mg/l	16200	8100
MERCURE	0,0005	mg/l	0,015	0,0075

Paramètre (suite)	Valeur mesurée	Unité	Flux g/jour	Flux g/jour
NICKEL	1,00E-05	mg/l	0,0003	0,00015
NONYLPHENOLS	0,0001	mg/l	0,003	0,0015
PH	6,5	unité pH	/	
PHENOLS	0,00072	mg/l	0,0216	0,0108
PHOSPHORE TOTAL (EN P)	42,20	mg/l	1 266	633
PLOMB	2,00E-06	mg/l	0,00006	0,00003
POTASSIUM	79,1	mg/l	2373	1186,5
POTENTIEL DOXYDO-REDUCTION (rH)	20	mV	/	
Rapport DCO/DBO	2,0	/	/	
SODIUM	101,00	mg/l	3030	1515,0
SUBSTANCES EXTRACTIBLES A L'EXANE	130	mg/Kg	3 900	1950
SULFATES	7	mg/l	210	105
ZINC	0,183	mg/l	5,49	2,745

Les analyses mettent en évidence une teneur en chloroforme supérieure à la NQE –AA-EQS<sub>EAU DOUCE</sub> de la directive 2008/105/EC. La NQE = 0,0025 mg/l en moyenne annuelle.

La directive 2013/39/EC définit le chloroforme comme substance prioritaire avec pour objectif un respect de la NQE au plus tard en 2012. L'établissement étant soumis au régime des ICPE, doit respecter actuellement l'arrêté du 02 février 1998 qui en fixe la limite au rejet à 1 mg/l, ce qui est le cas.

### 3.6 Produits utilisés par l'Etablissement

L'Etablissement déclare utiliser, à la date de signature de la présente Convention, les produits dont la liste figure en Annexe n°4.

A ce titre, les « Fiches Produits » et les Fiches de Données Sécurité (FDS) correspondantes doivent être archivées et pouvoir être consultables par la Collectivité et/ou son Délégué dans l'Etablissement.

Dans le cas où un produit serait remplacé par un autre ou s'ajouterait à la liste définie à l'Annexe n°4, l'Etablissement devra en faire part à la Collectivité et au Délégué dans les meilleurs délais, afin qu'il soit établi les modifications nécessaires aux prescriptions d'autorisation de rejet et à la présente Convention.

La Collectivité se réserve le droit d'interdire le rejet des eaux usées non domestiques contenant des substances considérées comme dangereuses et toxiques pour le système de traitement et le milieu naturel.

Conformément au décret 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'Etablissement est tenu de mettre en place un dispositif de traçabilité des déchets générés par son activité, source d'une pollution dispersée et toxique.

A ce titre, des BSD (Bon de Suivi des Déchets) doivent être établis à chaque intervention par un tiers, conservés sur site et consultables à tout moment par les agents en charge du contrôle.

#### 3.6.1 Mise à jour

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l'Etablissement au moment de chaque réexamen de la convention, ainsi qu'en cas d'application de l'article 13.

## ARTICLE 4 - INSTALLATIONS PRIVEES

### 4.1 Réseau intérieur

L'Etablissement garantit la conformité de ses installations à la réglementation en vigueur en matière de protection générale de la santé publique et d'installations classées ainsi qu'au règlement du service d'assainissement.

L'Etablissement prend toutes les dispositions nécessaires d'une part pour s'assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement entretient convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procède à des vérifications régulières de leur bon état.

#### **4.2 Traitement préalable aux déversements**

L'Etablissement déclare que ses eaux usées autres que domestiques ne subissent pas de traitement complet avant rejet.

L'établissement dispose d'un volume de stockage des EUND d'environ 50 m<sup>3</sup> répartis entre 3 ou 4 bâches. La totalité de ces eaux est recirculée entre bâches et aérée / brassée par bullage au moyen d'un hydroéjecteur avant rejet.

### **ARTICLE 5 - CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS**

L'Etablissement déverse ses effluents dans les réseaux suivants :

	Réseau public Eaux usées	Milieu récepteur	Réseau public unitaire
<b>Eaux usées domestiques</b>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Eaux usées non domestiques</b>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Eaux pluviales</b>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Le raccordement à ces réseaux est réalisé par :

- Un branchement pour les eaux usées domestiques et pour les eaux usées non domestiques via un poste de relevage,

La canalisation interne de collecte des EUND doit être équipée d'un débitmètre électromagnétique permettant la mesure des volumes rejetés.

Ce branchement comprend depuis la canalisation publique :

- une canalisation de branchement située sous le domaine privé, jusqu'au poste de relevage.
- un ouvrage dit "regard de branchement" placé sur le domaine privé, visible et dont l'accessibilité doit être rendue possible en permanence aux agents du Délégué et de la Collectivité. Ce regard doit être conçu de façon à permettre un prélèvement d'eau en vue d'analyses : diamètre et profondeur adaptée.

### **ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS**

#### **6.1. Eaux usées**

Sont admissibles sans restriction dans les réseaux d'eaux usées ou unitaires, les eaux usées domestiques définies à l'Article 2 et dès lors qu'elles sont conformes aux caractéristiques précisées dans le règlement général d'assainissement.

#### **6.2. Eaux pluviales**

La présente convention ne dispense pas l'Etablissement de prendre les mesures nécessaires pour évacuer ses eaux pluviales et assimilées dans les conditions réglementaires en vigueur.

L'Etablissement s'engage à justifier des dispositions prises pour assurer une collecte séparative et donc de ne pas envoyer des eaux pluviales dans les réseaux publics d'eaux usées.

En cas de risques de pollution avérée du réseau d'eaux pluviales public ou du milieu naturel, l'Etablissement



devra prétraiter ses eaux avant leur rejet au réseau public ou au milieu naturel, par la mise en place de séparateurs à hydrocarbures dont le type et le dimensionnement seront adaptés à l'effluent.

### 6.3. Eaux usées non domestiques et assimilées

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, de cuves ... sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers fixées au paragraphe 6.3.1 et 6.3.2

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé, tout en conservant la même charge polluante.

#### 6.3.1 Conditions générales d'admissibilité

Les effluents d'eaux usées non domestiques doivent répondre, à minima, aux prescriptions générales définies ci-après :

#### Caractéristiques des effluents :

Paramètres	Concentrations et valeurs maximales sur 24h (1)
Température < 25°C dans un rayon de 2Km de la Station d'épuration Température < 30°C dans tous les autres cas	
5.5 < pH < 8.5	
Ratio DCO/DBO <sub>5</sub>	< 3 valeur limite pour une bonne biodégradabilité de l'effluent (2)
Indice hydrocarbures	10 mg/l
MEH (Huiles et graisses)	150 mg/l
Détergents anioniques	10 mg/l
Détergents cationiques	5 mg/l
Chlore libre (Cl <sub>2</sub> )	3 mg/l
Indice Phénols	0,3 mg/l
Sulfates (SO <sub>4</sub> <sup>-</sup> )	400 mg/L

1) les valeurs limites définies ci-dessus peuvent être revues à la baisse par la Collectivité ou le Délégué selon l'aptitude du réseau et de la station d'épuration à acheminer et à traiter les effluents dans de bonnes conditions.

2) Dans le cas où le ratio  $\geq 3$  et pour une DCO < 500 mg/l, l'acceptation des effluents sera validée par la Collectivité et le Délégué, au regard des flux de pollutions admissibles en entrée de la station d'épuration de la ville de Nîmes.

Quelle que soit la nature des eaux rejetées, et quelle que soit la nature du réseau d'assainissement, il est formellement interdit d'y déverser (1) :

- le contenu des fosses fixes,
- l'effluent des fosses septiques,
- les ordures ménagères (même broyées),
- les huiles usagées et les produits inflammables,
- les graisses et produits hydrocarbures, notamment ceux provenant d'établissements non munis d'installation de pré traitement (décantation, séparation) adéquate,
- Tout effluent réservé à l'amendement agricole, lisier, purin...,
- les liquides corrosifs, les acides, les composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés.

De même les eaux rejetées doivent (1) :

- Etre débarrassés des matières flottantes, décantables ou précipitables, susceptibles, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ou de développer des gaz nuisibles ou incommodant les égoutiers dans leur travail.
- Ne pas renfermer de substances capables d'entraîner :
  - la destruction ou l'altération des ouvrages d'assainissement (composés soufrés, ...),
  - la destruction de la vie bactérienne des stations d'épuration,
  - la destruction de la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval des points de déversement des collecteurs publics dans les fleuves, cours d'eau ou canaux.

(1) Cf : Règlement du Service Assainissement collectif (en annexe n°5) et le Règlement Sanitaire Départemental

### **6.3.2. Conditions particulières d'admissibilité**

Pour l'élaboration de la présente convention de déversement, les concentrations maximales retenues, pour les micropolluants, sont les valeurs guides de l'Arrêté du 2 février 1998 (mg/l), ou les NQE (µg/l) de la Directive 2008/105/CE, ou à défaut la LQ (Limite Quantifiable en µg/l) du laboratoire.

#### **A- Débits maximum autorisés et caractéristiques des effluents**

Les eaux usées non domestiques devront répondre aux valeurs limites suivantes (flux maximum retenus, une tolérance de 10 % est acceptée).

Le rejet des eaux usées non domestiques issues de l'activité journalière devra être réparti sur une durée de 6 heures entre 22 h et 4 h , de façon à recevoir le flux polluant durant la nuit et d'en limiter au maximum le débit instantané.

Paramètres	Janvier-février-mars-avril-mai-octobre-novembre-décembre	Juin-juillet-août-septembre
Volume m3 /j	20	25
N (Kg/jour)	3,33	4,2
DBO5 (Kg/jour)	48	60
DCO (Kg/jour)	93,6	117
MES (Kg/jour)	10,7	13,3
DCO/DBO5	<= 3	<= 3
P tot (Kg/jour)	0,87	1,1
SEH (Kg/jour)	3	3,75
<b>Métaux, sels et composés organiques en g/jour</b>		
Aluminium (en Al)	100	125
Arsenic et ses composés (en As)	1	1,25
Cadmium et ses composés (en Cd)	4	5
Chrome et ses composés (en Cr)	10	12,5
Chrome hexa valent et ses composés (en Cr)	2	2,5
Cuivre et ses composés (en Cu)	10	12,5
Etain et ses composés (en Sn)	40	50
Fer	100	125
Nickel et ses composés (en Ni)	10	12,5
Plomb et ses composés (en Pb)	10	12,5
Zinc et ses composés (en Zn)	40	50
Manganèse et ses composés (en Mn)	20	25
Cyanures (CN-)	2	2,5



Fluor et composés (en F)	300	375
Fluorures (F <sup>-</sup> )	300	375
Chlorures (Cl <sup>-</sup> )	10000	12500
Chlore libre (Cl <sub>2</sub> )	60	75
Sulfates (SO <sub>4</sub> <sup>-</sup> )	8000	10000
Sulfures	10	12,5
Indice phénols	6	7,5
Phénols	70	87,5
Composés Organiques Halogénés en AOX	20	25
Hydrocarbures totaux	200	250
Détergents anioniques	200	250
Détergents cationiques	100	125

- (1) objectifs DCE sur les rejets : suppression. 13 substances (code couleur national rouge) à l'échéance nov.2021 où déc.2028

- (2) objectif de suppression Directive 2006/11 (ex 76/464/CEE). 8 substances (code couleur national orange)

- (3) objectifs DCE sur les rejets et action nationale de la Circulaire du 7 mai 2007: réduction. 20 substances (code couleur national jaune) pas de délai fixé

- (4) pas d'objectifs DCE sur les rejets: objectifs de réduction Directive 2006/11 (ex 76/464/CEE) et action nationale de la Circulaire du 7 mai 2007. 9 substances (code couleur national blanc).

Les NQE (Normes de Qualité Environnementales) sont listées dans l'Arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface. Les valeurs guides sont celles fixées par l'Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements, consommation d'eau et émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ou tout autre arrêté spécifique à certaines activités.

## ARTICLE 7 - SURVEILLANCE DES REJETS ET DE SON IMPACT SUR LA STEP COMMUNALE

### 7.1 Auto-surveillance des rejets

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de la présente Convention.

L'Etablissement met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures dont la nature et la fréquence sont les suivants :

Analyses	Fréquence	Période
Débits (débitmètre au rejet)	hebdomadaire	1 bilan en novembre 1 bilan en avril 1 bilan en juillet et 1 en août
- Température	hebdomadaire	
- pH	hebdomadaire	
- DCO	trimestrielle	
- DBO5	trimestrielle	
- MES	trimestrielle	
- Azote Kjeldhal (NTK)	trimestrielle	
- Phosphore total (P)	trimestrielle	
- Chlorures	trimestrielle	
- SEH	trimestrielle	
- Détergents non ioniques	trimestrielle	

L'index du débitmètre, situé sur les EUND en sortie des bâches vers le poste de relevage, est relevé chaque semaine le même jour. Ce volume est considéré équivalent au rejet des Eaux Usées Non Domestiques rejeté au REU.

Les analyses, visées dans le tableau ci-dessus seront effectuées sur des échantillons moyens prélevés en sortie des bâches, proportionnellement au débit du rejet et conservés à basse température (4°C). Les résultats, accompagnés du calcul des charges hydrauliques et polluantes, doivent être transmis dès réception à la Collectivité et au Délégué.

Les prélèvements et analyses seront faits par le Délégué suivant les méthodes normalisées en vigueur et aux frais de l'Etablissement. Les analyses devront être réalisées sous accréditation COFRAC.

Une première série de 4 analyses a été réalisée entre juin et août 2015 dans le cadre d'une étude d'acceptabilité provisoire des EUND de l'Etablissement. Ses résultats sont indiqués en annexe n°3.

## **7.2 Contrôles par la Collectivité**

La Collectivité et le Délégué effectuera autant de fois que nécessaire, de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité.

La Collectivité et le Délégué pourront effectuer ou faire effectuer par un prestataire extérieur agréé par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, à leurs frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité du ou des rejets.

Les analyses porteront de façon aléatoire sur les paramètres physicochimiques, des composés et des substances définis à l'Article 6.

Les résultats seront communiqués à l'Etablissement.

Dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les flux maximaux autorisés, les frais de l'opération de contrôle concernée seraient mis à la charge de l'Etablissement sur la base des pièces justificatives produites par la Collectivité ou le Délégué.

## **ARTICLE 8 - DISPOSITIFS DE MESURE ET DE PRELEVEMENTS**

L'Etablissement a mis en place, sur les eaux usées non domestiques, avant leur rejet au réseau d'assainissement un appareil de mesure des volumes déversés, soit :

- Un débitmètre de marque Krohne type Waterflux 3000 F (DN 50 mm). Installé sur le départ des EUND en sortie des bâches de stockage et vers le poste de relevage communal.

Le volume comptabilisé par cet équipement de mesure est considéré équivalent au volume des Eaux Usées Non Domestiques rejeté au REU.

### **Redevance assainissement des eaux usées non domestiques**

Les volumes d'eaux comptabilisés par cet équipement de mesure (débitmètre électromagnétique décrit ci-dessus) constituent l'assiette de la redevance assainissement, due par l'Etablissement, pour ses déversements d'Eaux Usées Non Domestiques. Le Délégué réalise une (1) relève annuelle donnant lieu à facturation. Pour ce faire l'Etablissement laisse le libre accès à cet équipement au Délégué.

Relevé d'index du débitmètre électromagnétique au 12/08/2015 : **0 m<sup>3</sup>**.

L'Etablissement surveillera et maintiendra en bon état de fonctionnement ses appareils. En cas de défaillance, voire d'arrêt total des dits appareils de mesure, l'Etablissement s'engage, d'une part, à informer la Collectivité et son Délégué et, d'autre part, à procéder à ses frais à leur remise en état dans les plus brefs délais. A ce titre l'Etablissement doit se conformer aux prescriptions des Agence de l'Eau en matière de contrôle périodique des systèmes de comptage, à savoir :

- Débitmètres électromagnétique :
  - 3 ans pour le contrôle d'exactitude de la partie électronique
  - 7 ans pour l'échange standard les éléments du capteur en contact avec le liquide

Pendant la durée d'indisponibilité des appareils, la mesure des débits se fera sur la base des consommations d'eau de l'Etablissement. Passé un délai de trois mois, la Collectivité se réserve le droit de mettre en place un appareil de mesure dont le coût d'installation et de location sera à la charge de l'Etablissement.

## **ARTICLE 9 - DISPOSITIFS DE COMPTAGE DES PRELEVEMENTS D'EAU**

L'Etablissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau :

Prélèvement d'eau	Comptage
Réseau d'eau public	Compteur DN 80 mm : eau à usage domestique
Réseau d'eau public	Compteur DN 40mm : eau à usage industrielle, alimente la laiterie
Forage	Absence de système de mesure du débit : eau à usage de refroidissement

L'Etablissement laissera le libre accès aux dispositifs de comptage aux agents de la Collectivité et du Déléataire, sous réserve du respect par ces derniers des procédures de sécurité en vigueur au sein de l'Etablissement. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à la Collectivité.

#### ARTICLE 10 - ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS DE REJET

L'Etablissement est subordonné à une mise en conformité de ses installations existantes.

Liste des points	Date de mise en conformité
Mise en place et en fonctionnement d'un système d'aération/brassage dans chacune des cuves de stockage utilisées	A la signature de la présente CSD

#### ARTICLE 11 - CONDITIONS FINANCIERES

Les règles générales applicables pour le calcul de la redevance d'assainissement sont prescrites à l'Article 18 et 38 du règlement d'assainissement, annexé à la présente convention en Annexe 6.

*La redevance d'assainissement qui permet de faire face aux dépenses relatives à la gestion du système d'assainissement comprend la part DELEGATAIRE et la part COLLECTIVITE.*

##### 11.1 Principe d'assujettissement

En application de l'article R. 2333-122 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'Etablissement est soumis au paiement d'une redevance assainissement (**R**) constituée d'une participation d'une part aux dépenses assumées par la Collectivité (**RC** reversée à la Collectivité) et d'autre part aux dépenses d'exploitation (**RE** perçue par le Déléataire).

$$R = RC + RE$$

Le prix moyen est révisé annuellement et approuvé par délibération du conseil communautaire.

A la date de la présente convention le prix pour la collecte et le traitement de 1 m<sup>3</sup> est égal à **1,4508 €** hors taxes et abonnement (duplicata dernière facture joint en annexe 5).

##### 11.2 Etablissement de la redevance d'assainissement

Selon l'Article R.2224-19 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) « Tout service public d'assainissement, quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevances d'assainissement établies dans les conditions fixées par les articles R.2224-19-1 à R.2224-19-11 ».

A ce titre, la Collectivité a délibéré sur la mise en place de conditions financières spécifiques sur l'ensemble de son territoire, les dispositions de l'Article R.2224-19-6 du CGCT s'appliquent, à savoir que :

Tout déversement d'eaux usées non domestiques, dans le réseau public d'assainissement, donne lieu au paiement par l'auteur du déversement d'une redevance d'assainissement dont l'assiette est assise sur une évaluation spécifique avec coefficients de correction prenant en compte le degré de pollution, la nature du déversement ainsi que l'impact économique..

La redevance assainissement se calcule de la façon suivante :

$$RC = \text{abonnement annuel « rejets industriels »} + (\text{volumes rejetés} \times \text{tarif « rejets industriels » au m}^3 \times C_p)$$

**RE** = abonnement annuel « part fermière » + (volumes rejetés x tarif « part fermière » au m<sup>3</sup> x Cp)

- Calcul du Cp = Coefficient de pollution

Filière Eau	Filière élimination C+N		
Type d'aération	Aérateur de surface		
Déshydratation	Filtre à bande		
Élimination des boues	compostage		
Sélection de filière	Filière élimination C+N - Aérateur de surface - Filtre à bande - compostage		
Paramètres ayant une obligation d'objectif de qualité au rejet	DBO <sub>5</sub>		
	MeS		
	Azote Kjeldahl		
	DCO		
Répartition des coûts variables par paramètre (Carbone # DBO <sub>5</sub> )	pour la DBO <sub>5</sub>	0,720	
	pour les Mes	0,190	
	pour l'Azote	0,090	
Frais variables d'exploitation:	f <sub>v</sub> =	0,256	
Coefficient de répartition pondéré	pour la DBO <sub>5</sub> : a	0,184	
	pour les Mes: b	0,049	
	pour l'azote: c	0,023	
Comparaison domestique / industriel = K	Concentration de l'effluent Domestique	Concentration de l'effluent industriel	Ratio k
pour la DBO <sub>5</sub> : K <sub>1</sub>	400 mg/l	<b>2260 mg/l</b>	5.65
pour les MeS: K <sub>2</sub>	470 mg/l	<b>643 mg/l</b>	1,37
pour l'Azote: K <sub>3</sub>	80 mg/l	<b>156 mg/l</b>	1,95
Calcul du coefficient de pollution Cp			
Cp = ( 1-fv ) + ( K1.a + K2.b + K3.c)		<b>Cp =</b>	<b>1,90</b>

Pour l'année 2016 le Coefficient de Pollution Cp est donc égale à 1,90 : Cp = 1,90

Pour le calcul du Cp 2016 les concentrations moyennes retenues pour l'Etablissement sont celles issues des 3 bilans annuels réalisés par le Délégué à la demande de l'Etablissement dans le cadre de l'autosurveillance (Bulletins joints en annexe 3).

Le coefficient de pollution sera recalculé une (1) fois par an en fonction des concentrations mesurées dans le rejet au cours des 4 bilans de pollution prévus au chapitre 7.1, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant à la présente convention. Le coefficient ne pourra être inférieur à 1.

**ARTICLE 12 - FACTURATION ET REGLEMENT**

Le Délégataire assurera la facturation et le recouvrement des rémunérations prévues à l'Article 11 dans les conditions suivantes :

L'Etablissement se libérera sur la base d'une facturation annuelle des sommes dues en exécution de la présente Convention en faisant porter le montant des factures établies au crédit du compte ouvert au nom du Délégataire.

**ARTICLE 13 - REVISION DES REMUNERATIONS ET DE LEUR INDEXATION**

Pour tenir compte des conditions économiques, techniques et réglementaires, les modalités d'application de la tarification pourront être soumises à réexamen, notamment dans les cas suivants :

- 1) en cas de changement dans la composition des effluents rejetés, notamment par application de l'article 18,
- 2) en cas de modification substantielle des ouvrages du service public d'assainissement concerné,
- 3) en cas de modification de la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement et notamment en matière d'élimination des boues, ou de modification de l'autorisation préfectorale de rejet de l'usine d'épuration de la Collectivité;

Si ces nouvelles conditions n'étaient pas acceptées, la présente convention serait de fait caduque.

**ARTICLE 14 - GARANTIE FINANCIERE**

Sans objet

**ARTICLE 15 - CONDUITE A TENIR PAR L'ETABLISSEMENT EN CAS DE NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS**

L'Etablissement sera en mesure de fournir à tout moment à la Collectivité et à son Délégataire les dispositions prévues en cas d'accident ou d'incident.

En tout état de cause, en cas d'incident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par l'Article 6, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Collectivité et le Délégataire,
  - la Collectivité : SEBA 04-75-89-96-96
  - le Délégataire : SAUR secteur LARGENTIERE 04-75-39-28-00
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Collectivité pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux industrielles si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de la Collectivité.

**ARTICLE 16 - CONSEQUENCES DU NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS****16.1 Conséquences techniques**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, l'Etablissement s'engage à en informer le Service public d'Assainissement conformément aux dispositions de l'article 15, et à soumettre à cette dernière, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Collectivité se réserve le droit :

- a) de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans l'arrêté d'autorisation de déversement,
- b) de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, la Collectivité :

- informera l'Etablissement de la situation et de la ou des mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente Convention avant cette date.

### **16.2 Conséquences financières**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Collectivité du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par l'Article 6, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Collectivité aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Collectivité et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Ainsi, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Il s'engage par ailleurs à réparer les préjudices subis par le Délégué.

### **16.3 Conséquences sur la responsabilité de Etablissement**

Dans tous les cas où les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, en particulier du fait du non-respect de l'Article 5 ou du dépassement des valeurs limites définies à l'Article 6, l'Etablissement est seul responsable au regard des prescriptions et des sanctions concernant l'environnement : l'Etablissement garantit irrévocablement la Collectivité et, en cas de gestion déléguée du service de l'assainissement, le Délégué de l'intégralité de toutes pertes, obligations, dettes, réclamations, dépenses, condamnations ou dommages encourus à la suite de ou en relation avec les rejets correspondants dudit l'Etablissement.

## **ARTICLE 17 - VARIATION DANS LES CARACTERISTIQUES DES REJETS**

L'autorisation de rejet dans les réseaux publics est valable pour les activités et les opérations industrielles induites, telles que décrites à l'Article 3 de la présente Convention de déversement.

### **17.1 Variations dans les caractéristiques des rejets du fait de Etablissement**

Si l'Etablissement est amené à modifier de façon temporaire ou permanente les caractéristiques de ses rejets, en raison notamment d'extension ou de modifications de son activité, il devra avertir au préalable la Collectivité et le Délégué.

### **17.2 Variations dans les caractéristiques des rejets du fait de la Collectivité**

La Collectivité se réserve le droit de redéfinir les caractéristiques des rejets de l'Etablissement tant pour tenir compte des nouvelles normes concernant la qualité de l'eau épurée, de la boue ou de l'air et autres sous-produits que dans le but de mieux répartir son capital de traitement entre les différents établissements industriels raccordés sur l'usine d'épuration collective.



### **17.3 Dispositions communes**





Si les modifications envisagées ci-dessus entraînent des investissements supplémentaires sur les ouvrages d'épuration du service public d'assainissement et sur les ouvrages liés à la dévolution finale des boues et autres sous-produits ou des coûts d'exploitation non pris en compte par la présente Convention, un avenant à cette dernière déterminera les nouvelles conditions techniques d'acceptation des rejets ainsi que les nouvelles participations financières résultant de la redéfinition des investissements et charges d'exploitation correspondant à ces modifications.

## **ARTICLE 18- MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT**

En cas de modification de la délibération autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement la présente convention pourra, le cas échéant, et après renégociation être adaptée à la nouvelle situation et faire l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE 19 - OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE ET/OU DE SON DÉLÉGATAIRE**

La Collectivité et son Délégué sous réserve du strict respect par l'Etablissement des obligations résultant de la présente Convention, prennent toutes les dispositions pour :

-  accepter les rejets de l'Etablissement dans les limites fixées par l'Article 6 de la présente convention,
-  fournir à l'Etablissement, sur sa demande, une copie du rapport annuel du Maire sur le prix et la qualité du service.
-  assurer l'acheminement de ces rejets, leur traitement et leur évacuation dans le milieu naturel conformément aux prescriptions techniques fixées par la réglementation applicable en la matière,
-  informer, dans les meilleurs délais, l'Etablissement de tout incident ou accident survenu sur son système d'assainissement et susceptible de ne plus permettre d'assurer de manière temporaire la réception ou le traitement des eaux usées visées par la Convention, ainsi que des délais prévus pour le rétablissement du service.

Dans le cadre de l'exploitation du service public de l'assainissement, la Collectivité et/ou son Délégué pourra être amenée de manière temporaire à devoir limiter les flux de pollution entrant dans les réseaux, elle devra alors en informer au préalable l'Etablissement et étudier avec celui-ci les modalités de mise en œuvre compatibles avec les contraintes de production.

Une réduction notable d'activité imposée à l'Etablissement ou un dommage subi par une de ses installations en raison d'un dysfonctionnement grave et/ou durable du système d'assainissement peut engager la responsabilité de la Collectivité et/ou son Délégué dans la mesure où le préjudice subi par l'Etablissement présente un caractère anormal et spécial eu égard aux gênes inhérentes aux opérations de maintenance et d'entretien des ouvrages dudit système.

La Collectivité et/ou le Délégué s'engage à indemniser l'Etablissement dès lors que celui-ci aura démontré le lien de causalité entre le dysfonctionnement et le préjudice subi.

## **ARTICLE 20 - CESSATION DU SERVICE**

### **20.1 Conditions de fermeture du branchement**

La Collectivité, en accord avec le Délégué, peut décider de procéder ou de faire procéder à la fermeture du branchement, dès lors que :

- d'une part, le non respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation de déversement ou de la présente convention induit un risque justifié et important sur le service public de l'assainissement et notamment en cas :
  - de modification de la composition des effluents;
  - de non respect des limites et des conditions de rejets fixées par l'Article 6
  - de non installation des dispositifs et programmes de mesures et de prélèvements définis à l'Article 7,

- de non respect des échéanciers de mise en conformité fixés à l'article 10 ;
- d'impossibilité pour la Collectivité et le Délégué de procéder aux contrôles prévus à l'article 7 ;

- et d'autre part, les solutions proposées par l'Etablissement pour y remédier restent insuffisantes.

En tout état de cause, la fermeture du branchement ne pourra être effective qu'après notification de la décision à l'Etablissement, par lettre RAR, et à l'issue d'un préavis de quinze (15) jours, délai qui pourra être réduit en cas d'impact majeur sur le milieu.

Ainsi, en cas de risque pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, la Collectivité se réserve le droit de pouvoir procéder à une fermeture immédiate du branchement.

En cas de fermeture du branchement, l'Etablissement est responsable de l'élimination de ses effluents.

## **20.2 Résiliation de la convention**

La présente convention peut être résiliée de plein droit avant son terme normal :

- Par la Collectivité, en cas d'inexécution par l'Etablissement de l'une quelconque de ses obligations, quinze (15) jours après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet ou n'ayant donné lieu qu'à des solutions de la part de l'Etablissement jugées insuffisantes.
- Par l'Etablissement, dans un délai de quinze (15) jours après notification à la Collectivité (en cas notamment de modification d'activité et de construction de traitements spécifiques par l'Etablissement).

La résiliation autorise la Collectivité à procéder ou à faire procéder à la fermeture du branchement à compter de la date de prise d'effet de ladite résiliation et dans les conditions précitées à l'article 20.1.

## **20.3 Dispositions financières**

En cas de résiliation de la présente Convention par la Collectivité ou par l'Etablissement, les sommes dues par celui-ci au titre de la redevance d'assainissement jusqu'à la date de fermeture du branchement deviennent immédiatement exigibles.

Dans le cas d'une résiliation par l'Etablissement, une indemnité peut être demandée par la Collectivité à l'Etablissement, si la résiliation n'a pas pour origine la mauvaise qualité du service rendu ou si la prise en charge du traitement des effluents de l'Etablissement a nécessité un dimensionnement spécial des équipements de collecte et de traitement des effluents. Cette indemnité vise notamment les cas de transfert d'activité.

# **ARTICLE 21 – CESSIBILITE DE LA CONVENTION**

## **21.1 Transfert de la Convention**

Le transfert au profit d'un tiers, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, de la présente Convention est interdit sans l'accord écrit et préalable de toutes les parties. Tout transfert intervenu sans l'accord écrit et préalable de l'ensemble des signataires lui est inopposable.

La Collectivité ou le Délégué peut en conséquence dénoncer la présente Convention transférée sans leur accord écrit et préalable, cette dénonciation prenant effet huit (8) jours après sa notification à l'Etablissement.

## **21.2 Transfert ou modification de la nature de l'Etablissement**

Le transfert ou la modification de la nature de l'Etablissement au profit d'un tiers, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, du droit d'exploiter l'Etablissement dont le rejet des effluents dans le réseau d'assainissement de la Collectivité est autorisé par la présente Convention, doit donner lieu à la signature d'une convention avec le nouvel exploitant.

L'Etablissement doit informer la Collectivité de ce transfert trois (3) mois au moins avant la date dudit transfert. La signature de la convention avec le nouvel exploitant doit avoir lieu avant cette date.

La Collectivité, en accord avec le Délégué, peut en conséquence dénoncer la présente Convention si un nouvel exploitant n'a pas signé de convention, la dénonciation prenant effet huit (8) jours après sa notification à l'Etablissement.



### **21.3 Effets de la dénonciation**

La dénonciation de la présente Convention en application du 21.1 ou du 21.2 du présent article autorise la Collectivité à procéder à la fermeture du branchement dès la prise d'effet de la dénonciation.

En cas de fermeture du branchement, l'Etablissement est responsable de l'élimination de ses effluents selon des modalités conformes à la réglementation applicable.

### **ARTICLE 22 - DUREE**

La présente Convention provisoire, subordonnée à l'existence de l'autorisation de déversement est conclue pour une durée fixée à **huit ans** à partir du **01 février 2017**, avec une réactualisation annuelle des conditions financières définies à l'Article 11 et selon les modalités précisées à l'Article 13.

Elle est impérativement soumise à la signature préalable de l'ensemble des signataires pour prendre effet.

### **ARTICLE 23 – DÉLÉGATAIRE ET CONTINUITE DE SERVICE**

La présente convention, conclue avec la Collectivité et le Délégué, s'applique pendant toute la durée fixée à l'article 22, quel que soit le mode d'organisation du service d'assainissement.

A la date de prise d'effet de la présente Convention, le Délégué est substitué à la Collectivité pour la mise en œuvre des droits et obligations de ladite Collectivité dans les limites définies par le contrat de gestion délégué du service d'assainissement : pendant la durée de ce contrat, les notifications à la Collectivité, prévues par la présente convention, lui sont donc valablement adressées.

En cas de changement de mode de gestion (Régie ou DSP) ou de changement de délégué, un avenant sera établi afin d'assurer la continuité de la présente convention jusqu'à son terme.

### **ARTICLE 24 - JUGEMENT DES CONTESTATIONS**

Faute d'accord amiable entre les parties, tout différend qui viendrait à naître à propos de la validité, de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention sera soumis aux juridictions compétentes.

### **ARTICLE 25 - DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION**

- Annexe 1 : récépissé de déclaration,
- Annexe 2 : plans des réseaux intérieurs
- Annexe 3 : résultats des analyses initiales et bilans complémentaires entre juin et août 2015 et de l'autosurveillance 2016 sur le rejet
- Annexe 4 : liste des produits utilisés par l'Etablissement
- Annexe 5 : duplicata de facture
- Annexe 6 : Règlement du Service Assainissement collectif

Fait le ..... , en 3 exemplaires,

Signatures

Pour Etablissement

Pour la Collectivité,

Pour le Délégué



## ANNEXE 1 : RECEPISSE DE DECLARATION

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE

tél. : 75-66-50-00

Direction de l'Administration Générale  
et de la Réglementation

03007 Privas, le

4ème Bureau  
Urbanisme et Cadre de Vie

Références à rappeler :

N° 5093 - RR/NJ

Dossier suivi par : Mme R. ROSTAING

### INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT SOUSMISES A DECLARATION

— — —

#### N°2483/DIV

annule et remplace les  
récépissés n° 69/651/DIV  
du 16/09/69 et le  
N° 1079/DIV du 22/02/74  
l'arrêté n° 1D/2B-67/55  
du 29/04/67 - N° 512/DIV  
2ème classe

### - R E C E P I S S E D E D E C L A R A T I O N -

LE PREFET DE L'ARDECHE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations  
classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977, pris en  
application de la loi susvisée ;

VU le tableau annexé au décret n° 53.578 du 20 mai 1953  
constituant la nomenclature des installations classées, modifié, notamment  
par le décret n° 77.1134 du 21 septembre 1977 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1D/4B - 78/42 du 19 juin 1978,  
relatif aux prescriptions générales applicables dans le département de  
l'ARDECHE ;

VU le rapport n° DIR/EP/CF - n° 183/92 en date du 1er avril  
1992 de M. le directeur départemental des services vétérinaires,  
inspecteur des installations classées.

DONNE RECEPISSE

à M. CARRIER Alfred - gérant de la laiterie CARRIER Frères, de sa déclaration en date du 27 mars 1992 relative à l'extension d'une installation classée soumise à déclaration, située sur le territoire de la commune de VALS-LES-BAINS - et de la nature suivante :

- LAIT (réception, stockage, traitement, transformation, etc... de) ou de produits issus du lait ; dont la capacité journalière de traitement supérieure ou égale à 7 000 l et inférieure à 70 000 l de lait ou équivalent lait, activité rangée sous le n° 242-2ème/ - de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les prescriptions énumérées sur les annexes jointes au présent récépissé seront strictement observées.

Le pétitionnaire devra, par ailleurs, satisfaire aux conditions ci-après :

- L'installation comportera les normes sonores prévues à l'arrêté ministériel du 20 avril 1985 ;

- Tous déversements d'eaux résiduaires vers la rivière "ARDECHE" - est formellement interdit ;

- En aucun cas, le présent récépissé ne peut être considéré comme valant permis de construire.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

L'Administration pourra, en vertu de la loi, lorsque l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques l'exigera après avis du conseil départemental d'hygiène, imposer par arrêté, toutes prescriptions spéciales nécessaires.

Au cas où l'installation projetée n'aurait pas été ouverte dans le délai de trois ans à partir du jour de la déclaration ou si son exploitation était interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf cas de force majeure, l'industriel devrait faire une nouvelle déclaration dans les formes prévues par l'article 25 du décret du 21 septembre 1977.

En cas de changement d'exploitant, une nouvelle déclaration devra être faite par le successeur dans le mois qui suit la prise de possession.

Une nouvelle déclaration devra également être faite en cas de transfert, de transformation ou d'extension de l'installation, préalablement aux changements projetés.

Le présent récépissé sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la Mairie de VALS-LES-BAINS, les tiers pourront consulter sur place le texte des prescriptions générales : un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins du Maire.

M. le Maire de VALS-LES-BAINS et M. l'Inspecteur des installations classées sont chargés de veiller à l'exécution des prescriptions ci-dessus indiquées.

FAIT A PRIVAS, le 8 AVR. 1992

Pour le Préfet,  
Le Directeur,



Claude GUEPIN.

Eau Assainissement



## **ANNEXE 2 : PLANS DES RESEAUX**

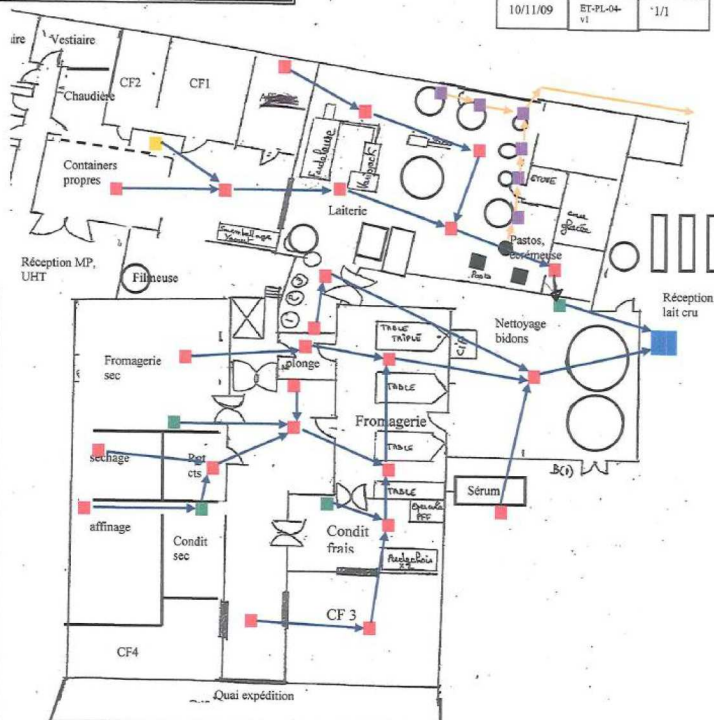
## PLAN EVACUATION DES EAUX INDUSTRIELLES

Validé le	référence	Page
10/11/09	ET-PI-04-v1	1/1

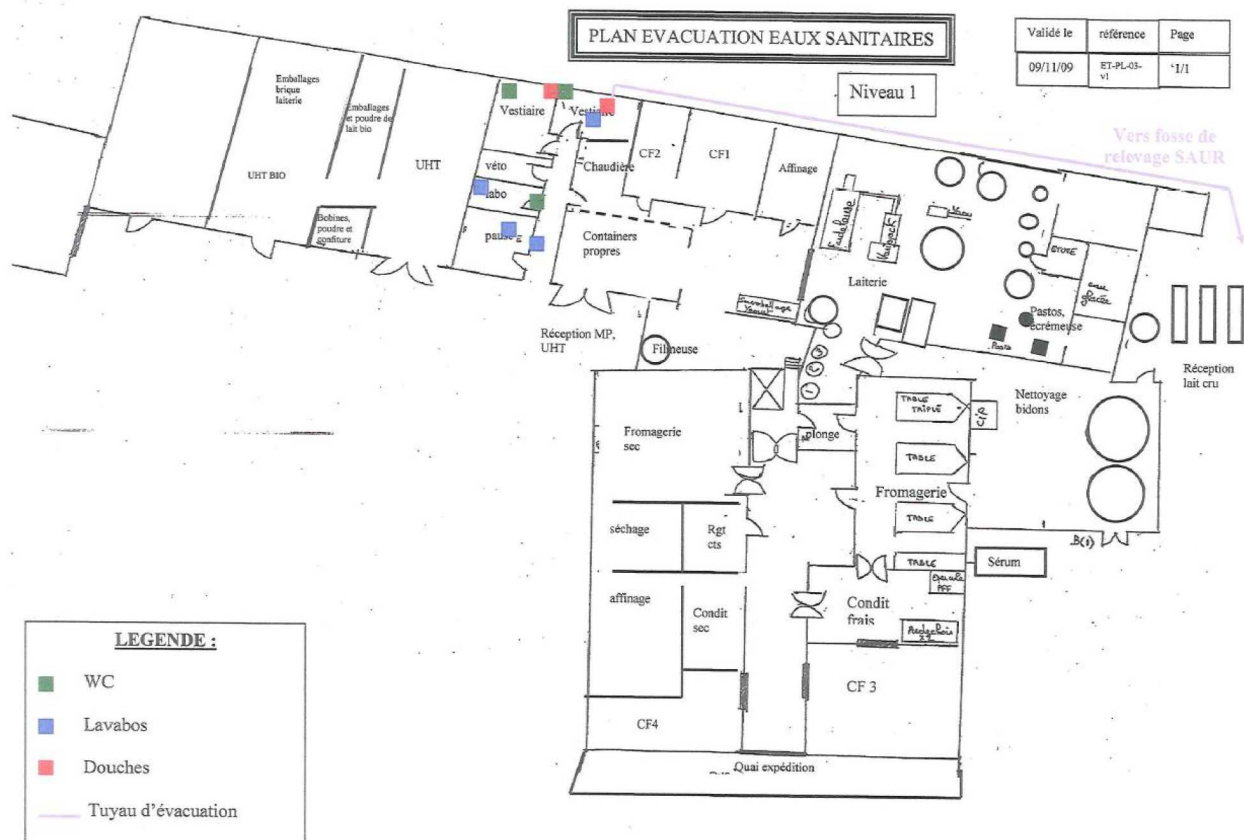
A PARTIR DU COLLECTEUR FINAL, LES EFLUENTS SONT TRAITES PAR LA STATION D'EPURATION (ET-MO-05)

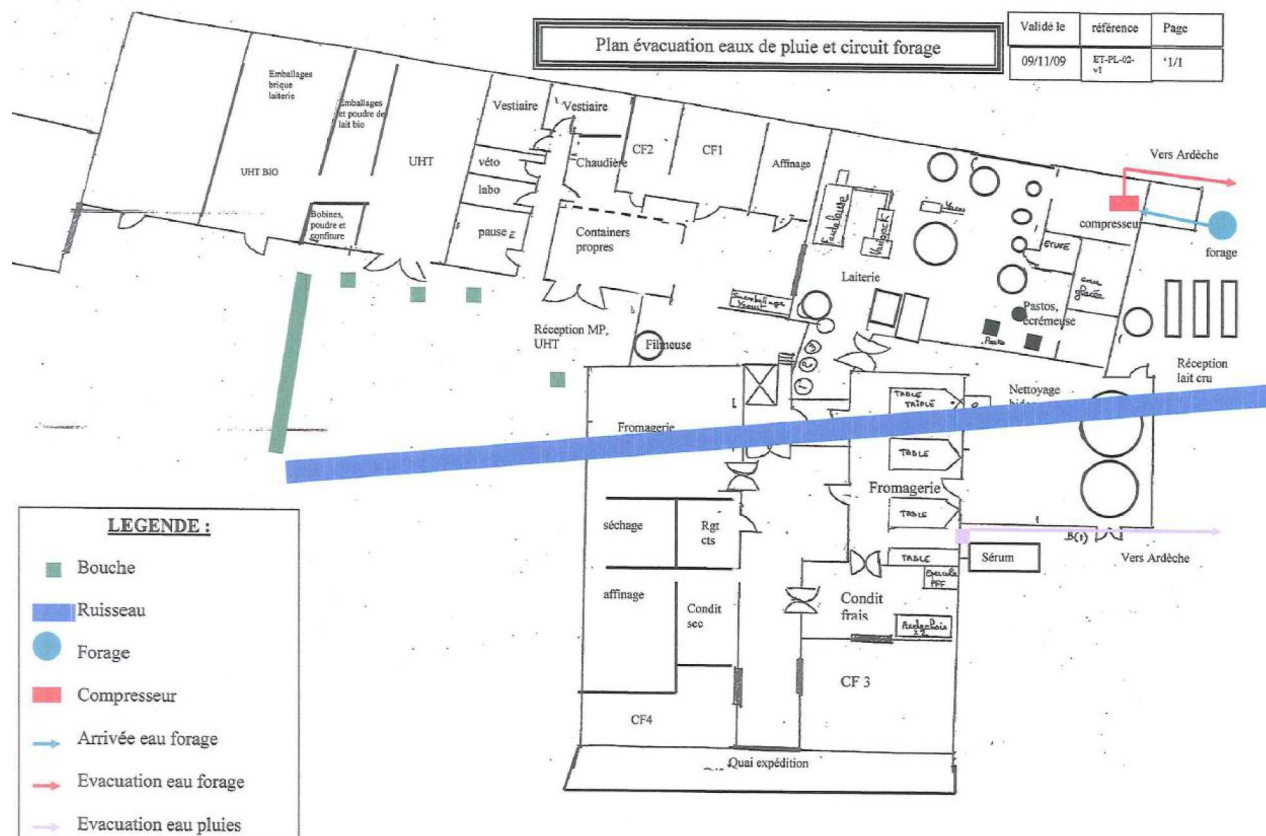
## LEGENDE

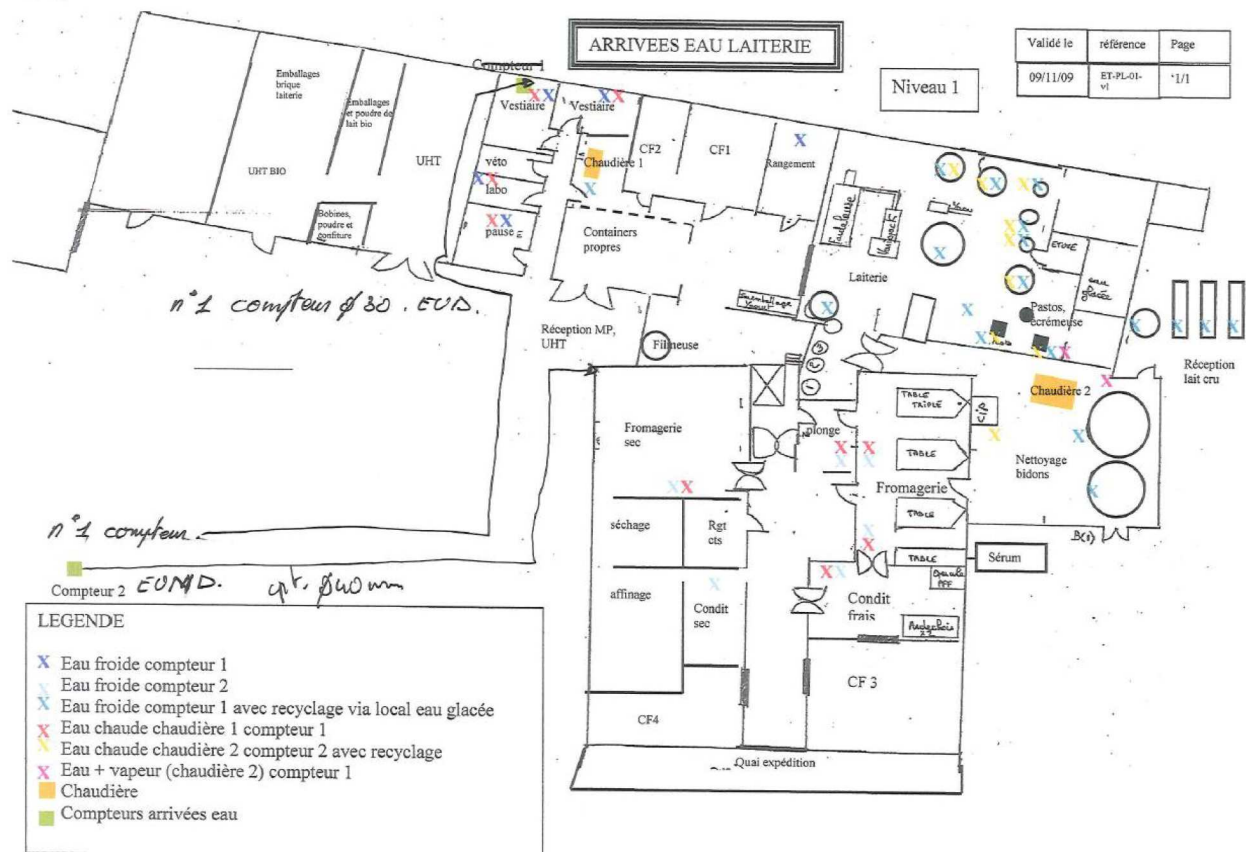
- COLLECTEUR FINAL
- PEDILUVE
- BOUCHES D'EGOUT
- EVACUATIONS DOUBLES PAROIES CUVES
- LAVABOS
- REJET MILIEU NATUREL
- CIRCUIT D'EVACUATION EAUX BLANCHES











### **ANNEXE 3 : RESULTATS DES ANALYSES SUR LE REJET – 2015 / 2016**

**LABORATOIRE SAUR  
REGION SUD**Laboratoire agréé par le Ministère chargé de  
l'Environnement dans les conditions de l'arrêté du 27/10/11**RAPPORT D'ANALYSE**

**Dossier N° :** 4502076500-150203-529  
**Echantillon N° :** 20150203-01369  
**Produit :** Industriels  
**Client/Origine :** BASSE-ARDECHE (SEBA)  
**Bulletin N° :** 150304162 Page : 1 sur 3  
**Code MIRE :** LAITERIE

**SAUR  
BASSE-ARDECHE (SEBA)**  
 Centre MONTELMAR  
 Chemin de la Fonderie

**26216 MONTELMAR**

<b>Date de reception</b>	03/02/2015	<b>Motif de Prelevement</b>	Etudes ponctuelles
<b>Heure de reception</b>	10:10	<b>Point de Prelevement</b>	
<b>Date de prelevement</b>	02/02/2015	<b>Methode de</b>	24 Heures
<b>Heure de prelevement</b>	09:00	<b>Flaconnage</b>	Client
<b>Preleve par</b>	Le Client		
<b>Lieu de prelevement</b>	Laiterie CARRIERS Vals les Bains		

ANALYSE	RESULTAT	UNITE	Limite de qualité	Référence de qualité	METHODE	Date début analyse
<b>DIVERS MICROPOLLUANTS ORGANIQUES</b>						
AOX (Sous traité)	320	µg/l			NF EN ISO 9562	07/02/15
* détergent cationique (Sous-traité)	<0.4	mg/l			SPECTRO	07/02/15
<b>CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL</b>						
Température de l'échantillon à réception	7.0	°C			THERMO IR	
<b>EQUILIBRE CALCO-CARBONIQUE</b>						
Température de l'eau à la mesure du pH	12.3	°C			THERMOMETRIE	03/02/15
* PH	6.5	Unites pH			NF EN ISO 10523	03/02/15
<b>HYDROCARBURES POLYCYCLIQUES AROM</b>						
FLUORANTHENE (Sous-traité)	<0.010	µg/l			NF T 90-115	07/02/15
<b>MINERALISATION</b>						
T°C de l'eau à la mesure de la conductivite	11.9	°C			THERMOMETRIE	03/02/15
* CONDUCTIVITE (mesure corrigée à 25°C)	944	µS/cm			NF EN 27888	03/02/15
POTASSIUM (Sous-traité)	79.1	mg/l			NFT90019	07/02/15
SODIUM (Sous-traité)	101.00	mg/l			NF EN ISO 11885	07/02/15
SULFATES (Sous-traités)	7.0	mg/l			EN103041	07/02/15
CHLORURES (Sous-traités)	82.0	mg/l			EN103041	07/02/15
<b>METAUX</b>						

Laboratoire SAUR Région Sud 188, allée de l'Amérique Latine 30900 Nîmes Tél : 04 11 83 01 30  
 Siège Social Les Cyclades, 1, rue Antoine Lavoisier 78280 Guyancourt - S.A.S au capital de 101.529.000 Euros  
 339 379 984 RCS Versailles - www.saur.com

SE - IS PQLA 13.12



Dossier N° : 4502076500-150203-529  
 Echantillon N° : 20150203-01369  
 Produit : Industriels  
 Client/ Origine : BASSE-ARDECHE (SEBA)  
 Bulletin N° : 150304162 Page : 2 sur 3

ANALYSE	RESULTAT	UNITE	Limite de qualité	Référence de qualité	METHODE	Date début analyse
CADMIUM (Sous-traité)	<0.002	mg/l			ENISO 17294-1/2	07/02/15
CHROME TOTAL (Sous-traité)	0.005	mg/l			ENISO 17294-1/2	07/02/15
MERCURE (Sous-traité)	<0.5	µg/l			NFEN1483	07/02/15
NICKEL (Sous-traité)	<0.010	mg/l			ENISO 17294-1/2	07/02/15
PLOMB (Sous-traité)	<0.002	mg/l			ENISO 17294-1/2	07/02/15
ZINC (Sous-traité)	0.183	mg/l			ENISO 17294-1/2	07/02/15
CUIVRE (Sous-traité)	0.017	mg/l			ENISO 17294-1/2	07/02/15
<b>PARAMETRES AZOTES ET PHOSPHORES</b>						
* AZOTE AMMONIACAL (N de NH4+)	2.89	mg N/l			NF T 90-015-1	03/02/15
* AZOTE NITRIQUE (N de NO3)	<0.20	mg N/l			NF EN ISO 13395	04/02/15
* AZOTE NITREUX (N de NO2)	0.28	mg N/l			NF EN ISO 13395	04/02/15
* AZOTE KJELDAHL (EN N)	170	mg N/l			NF EN 25803	03/02/15
PHOSPHORE TOTAL (EN P)	42.2	mg P/l			NF EN ISO 15681-2	10/02/15
AZOTE GLOBAL	170.5	mg N/l				
<b>OXYGENE ET MATIERES ORGANIQUES</b>						
POTENTIEL DOXYDO-REDUCTION (rH)	20	mV			MFT90008	03/02/15
* DBO <sub>5</sub> (avec ATU)	2390	mg O <sub>2</sub> /l			NF EN 1899-1	04/02/15
* DCO	4721	mg O <sub>2</sub> /l			NF T 90-101	03/02/15
* H.E.S. (Fibre Whatman GF/C)	540	mg/l			NF EN 872	03/02/15
<b>PESTICIDES DIVERS</b>						
PHENOL (Sous-traité)	0.72	µg/l			GQ/MS	07/02/15
<b>DERIVES DU PHENOL</b>						
NONYLPHENOL (Sous-traité)	<0.10	µg/l			NF EN ISO 18857	25/02/15
<b>SOUS-PRODUITS DE DESINFECTION</b>						

Laboratoire SAUR Région Sud 186, allée de l'Amérique Latine 38900 Nîmes Tél : 04 71 83 60 30  
 Siège Social Les Cyclades, 1, rue Antoine Lavoisier 28200 Châteauneuf - S.A.S au capital de 101 529 000 Euros  
 339 379 884 RCS Versailles - www.saur.com

SE - IS PQA 13.12





Dossier N° : 4502076500-150203-529  
 Echantillon N° : 20150203-01369  
 Produit : Industriels  
 Client/ Origine BASSE-ARDECHE (SEBA)  
 Bulletin N° 150304162 Page : 3 sur 3

ANALYSE	RESULTAT	UNITE	Limite de qualité	Référence de qualité	METHODE	Date début analyse
CHLOROFORME (Sous-traité)	36.0	µg/l			NF EN ISO 10301	07/02/15
<b>DIVERS POLLUANTS ORG</b>						
DETERGENT ANIONIQUE (Sous-traité)	360.0	µg/l			NF EN903	07/02/15
SUBSTANCES EXTRACTIBLES A L'HEXANE (S	130	mg/kg			INTERNE	07/02/15
DETERGENT NON IONIQUE (Sous-traité)	63.0	mg/l			SPECTRO	07/02/15

Commentaire : n=5 jours, ce qui représente le nombre de jours d'incubation de la DBO.  
 Flacon échantillonné et aseptisé au laboratoire pour le(s) paramètre(s) suivant(s): PT.  
 Flacon échantillonné et congelé pour le (s) paramètre(s) suivant(s): NO3.NO2.  
 Analyse du phosphore total sous-traité - méthode NF EN ISO 6878  
 Acceptation sans réserve de l'échantillon, flacon fourni par le client.

Destinataires : BASSE-ARDECHE (SEBA)

Christelle FERON

Chef de Laboratoire

Date de validation : 27/03/2015

Date d'expédition : 27/03/2015

*Cheray*

- Ce rapport d'analyses ne concerne que les objets soumis à analyses.
- Les données concernant la réception, la conservation, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont disponibles sur demande. Les résultats ne peuvent être exploités de manière fiable que si la conservation des échantillons avant leur arrivée au laboratoire correspond aux indications fournies dans notre catalogue.
- La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale sauf autorisation du Laboratoire.
- L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les essais analysés couverts par l'accréditation, qui sont identifiés par le symbole \* (portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) - Accréditation n°1-1052 )
- Les limites et les références de qualité renseignées sur le rapport d'essai correspondent au code de la santé publique.

Laboratoire SEUR Région Sud 188, allée de l'Amérique Latine 28900 Mirey Tél : 04 51 83 01 30  
 Siège Social Les Cyclades, 1, rue Antoine Lavoisier 28280 Orléansville - S.A.S au capital de 100 525 000 Euros  
 339 379 984 RCS Versailles - [www.seur.com](http://www.seur.com)

SE - 25 PQA 13.12

BILANS LAITERIE entre juin et août 2015 – Les seuils maxi indiqués sont ceux de la première convention provisoire couvrant le deuxième semestre 2015																			
dates des bilans 24 h	volume		azote ammoniacal (N de NH4+)		azote kjeldahl (en N)		DBO5 (avec ATU)		DCO		détergents non ioniques		M.E.S. (Filtre Whatman GF/C)		PH	phosphore total		SEH	
	Point e m3/j	Hors pointe m3/j	Point e kg N/j	Hors point e kg N/j	Point e kg N/j	Hors point e kg N/j	Point e kg /j	Hors point e kg /jr	Point e kg /j	Hors point e kg /j	Point e mg/l	Hors point e mg/l	Point e Kg /j	Hors point e kg /j	unité pH	Point e kg /j	Hors point e kg /j	Point e kg /j	Hors point e kg /j
<b>Seuils maxi</b>	<b>30</b>	<b>15</b>	<b>/</b>	<b>/</b>	<b>5</b>	<b>2,5</b>	<b>72</b>	<b>36</b>	<b>142</b>	<b>70,8</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>16</b>	<b>8</b>	<b>5,5-8,5</b>	<b>1,3</b>	<b>0,65</b>	<b>4,5</b>	<b>2,25</b>
16/06	17		0,20		2,69		27,20		72,81		0,60		12,07		<b>4,30</b>	0,65		1,51	
mg/l			11,8		158		1600		4283		35		710			38,3		89,0	
30/06	13		0,097		1,68		34,32		55,74		0,403		7,41		<b>4</b>	0,77		0,9	
mg/l			7,48		129		2640		4288		31		570			59		70,0	
20/07		9,4		0,094		1,16		21,76		36,66		0,32		4,23	<b>5,4</b>		0,40		1,31
mg/l				10		123		2310		3895		34		450			43		140
11/08		<b>16,9</b>		1,14		<b>3,9</b>		<b>74,46</b>		<b>110,8</b>		2		<b>16,9</b>	<b>5,1</b>		<b>0,75</b>		<b>11,8</b>
mg/l				67,5		225		4400		6556		117		1000			44		700

Convention Spéciale de Déversement des eaux usées non domestiques au réseau public d'assainissement.

Laiterie CARRIER – Vals Les Bains

34/46

Envoyé en préfecture le 30/06/2017  
Reçu en préfecture le 30/06/2017  
Affiché le   
ID : 007-250700267-20170517-2017BS050028-DE



**LABORATOIRE SAUR  
REGION SUD**Laboratoire agréé par le Ministère chargé de  
l'Environnement dans les conditions de l'arrêté du 23/10/13**RAPPORT D'ANALYSE**

Nîmes, le : 22/08/2016



Dossier N° : 4502076500-160728-4800  
 Echantillon N° : 20160728-12550  
 Produit : Eaux usées  
 Client/Origine : BASSE-ARDECHE (SEBA)  
 Bulletin N° : 160813394-1 Page : 1 sur 2  
 Code MIRE : LAITERIE

**SAUR**  
**BASSE-ARDECHE (SEBA)**  
 Centre MONTELMAR  
 Chemin de la Fonderie  
**26216 MONTELMAR**

Date de réception	28/07/2016	Motif de prélèvement	Etudes ponctuelles
Heure de réception	12:22	Point de prélèvement	
Date de prélèvement	26/07/2016	Méthode de	24 Heures
Heure de prélèvement	09:00	Flaconnage	Client
Prelevé par	Le Client		
Lieu de prélèvement	Step de Vals Les Bains (Laiterie Carrier)		

ANALYSE	RESULTAT	UNITE	Limite de qualité	Référence de qualité	METHODE	Date début analyse
<b>CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL</b>						
Température de l'échantillon à réception	10.0	°C			THERMO IR	
<b>EQUILIBRE CALCO-CARBONIQUE</b>						
Température de l'eau à la mesure du pH	21.8	°C			THERMOMETRIE	28/07/16
* PH	5.7	Unités pH			NF EN ISO 10523	28/07/16
<b>MINERALISATION</b>						
CHLORURES (Sous-traités)	131.0	mg/l			EN103041	03/08/16
<b>MESURE TERRAIN PAR CLIENT</b>						
VOLUME JOURNALIER	18.0	M3/j				
<b>PARAMETRES AZOTES ET PHOSPHORES</b>						
* AZOTE AMMONIACAL (N de NH4+)	71.1	mg N/l			NF T 90-015-1	10/08/16
* AZOTE KJELDAHL (EN N)	181	mg N/l			NF EN 25663	10/08/16
* PHOSPHORE TOTAL (EN P)	29.0	mg P/l			NF EN ISO 15681-2	10/08/16
AZOTE GLOBAL	181.0	mg N/l				03/08/16
<b>OXYGENE ET MATIERES ORGANIQUES</b>						
* DBO <sub>5</sub> (avec ATU)	2890	mg O2/l			NF EN 1899-1	29/07/16
* DCO	4456	mg O2/l			NF T 90-101	05/08/16
* M.E.S. (Filtre Whatman GF/C)	760	mg/l			NF EN 872	28/07/16
<b>DIVERS POLLUANTS ORG</b>						

Laboratoire SAUR Région Sud 188, allée de l'Amérique Latine 30000 Nîmes. Tél : 04 11 83 01 30  
 Siège Social Les Cyclades, 1, rue Antoine Levoisier 78280 Guyancourt - S.A.S au capital de 101.529.000 Euros  
 339 379 984 RCS Versailles - www.saur.com

SE - IS PQIA 13.12



**Dossier N° :** 4502076500-160728-4800  
**Echantillon N° :** 20160728-12550  
**Produit :** Eaux usées  
**Client/ Origine :** BASSE-ARDECHE (SEBA)  
**Bulletin N° :** 160813394-1 Page : 2 sur 2

ANALYSE	RESULTAT	UNITE	Limite de qualité	Référence de qualité	METHODE	Date début analyse
SUBSTANCES EXTRAITIBLES A L'HEXANE (S)	380	mg/Kg			INTERNE	03/08/16
DETERGENT NON IONIQUE (Sous-traité)	20.0	mg/l			SPECTRO	03/08/16

*Commentaire : Flacon échantillonné et acidifié au laboratoire pour le(s) paramètre(s) suivant(s): PT.NH4.NTK  
 n=5 jours, ce qui représente le nombre de jours d'incubation de la DBO.  
 Acceptation sous réserve échantillon, flacon fourni par client et température réception > 8°C.*

Destinataires : BASSE-ARDECHE (SEBA)

Christelle FERON

Chef de Laboratoire

Date de validation : 22/08/2016

Date d'expédition : 22/08/2016

- Ce rapport d'analyses ne concerne que les objets soumis à analyses.
- Les données concernant la réception, la conservation, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont disponibles sur demande. Les résultats ne peuvent être exploités de manière fiable que si la conservation des échantillons avant leur arrivée au laboratoire correspond aux indications fournies dans notre catalogue.
- La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale sauf autorisation du Laboratoire.
- L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, qui sont identifiés par le symbole \* (portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) - Accréditation n°1-1052)
- Les limites et les références de qualité renseignées sur le rapport d'essai correspondent au code de la santé publique.

Laboratoire SAUR Région Sud : 188, allée de l'Amérique Latine 33900 Mirme - Tél : 04 11 80 81 30  
 Siège Social Les Cyclades, 1, rue Antoine Levisier 78280 Guyancourt - S.A.S au capital de 101.529.000 Euros  
 339 339 984 805 Versailles - [www.saur.com](http://www.saur.com)

SE - IS PQLA 13.13

**LABORATOIRE SAUR  
REGION SUD**

Nîmes, le : 07/09/2016

Laboratoire agréé par le Ministère chargé de  
l'Environnement dans les conditions de l'arrêté du 30/10/11**RAPPORT D'ANALYSE**

**Dossier N° :** 4502076500-160811-5137  
**Echantillon N° :** 20160811-13468  
**Produit :** Eaux usées  
**Client/Origine :** BASSE-ARDECHE (SEBA)  
**Bulletin N° :** 160914652-1 Page : 1 sur 2  
**Code MIRE :** EAUX USEES

**SAUR**  
**BASSE-ARDECHE (SEBA)**  
 Centre MONTELMAR  
 Chemin de la Fonderie

**26216 MONTELMAR**

<b>Date de réception</b>	10/08/2016	<b>Motif de prélèvement</b>	Etudes ponctuelles
<b>Heure de réception</b>	17:52	<b>Point de prélèvement</b>	
<b>Date de prélèvement</b>	10/08/2016	<b>Méthode de</b>	24 Heures
<b>Heure de prélèvement</b>	09:00	<b>Flaconnage</b>	client
<b>Prélevé par</b>	Le Client		
<b>Lieu de prélèvement</b>	Laiterie Carriers		

ANALYSE	RESULTAT	UNITE	Limite de qualité	Référence de qualité	METHODE	Date début analyse
<b>CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL</b>						
Température de l'échantillon à réception	10.0	°C			THERMO IR	
<b>EQUILIBRE CALCO-CARBONIQUE</b>						
Température de l'eau à la mesure du pH	18.8	°C			THERMOMETRIE	11/08/16
* PH	4.4	Unités pH			NF EN ISO 10523	11/08/16
<b>MINERALISATION</b>						
CHLORURES (Sous-traités)	137.0	mg/l			EN103041	18/08/16
<b>MESURE TERRAIN PAR CLIENT</b>						
VOLUME JOURNALIER	16.0	M3/j				
<b>PARAMETRES AZOTES ET PHOSPHORES</b>						
* AZOTE AMMONIACAL (N de NH4+)	21.0	mg N/l			NF T 90-015-1	30/08/16
* AZOTE KJELDAHL (EN N)	109	mg N/l			NF EN 25663	31/08/16
* PHOSPHORE TOTAL (EN P)	35.0	mg P/l			NF EN ISO 15681-2	26/08/16
AZOTE GLOBAL	109.0	mg N/l				31/08/16
<b>OXYGENE ET MATIERES ORGANIQUES</b>						
DBOn (avec ATU)	1610	mg O2/l			NF EN 1899-1	12/08/16
* DCO	3275	mg O2/l			NF T 90-101	12/08/16
* H.E.S. (Filtre Whatman GF/C)	230	mg/l			NF EN 872	11/08/16
<b>DIVERS POLLUANTS ORG</b>						

Laboratoire SAUR Région Sud : 188, allée de l'Industrie Latine 30000 Nîmes - Tél : 04 75 83 01 30  
 Siège Social Les Cyclades, 1, rue Antoine Lavoisier 78280 Guyancourt - S.A.S au capital de 101.529.000 Euros  
 339 379 984 805 Versailles - www.saur.com

SE - IS PQLA 11.12



**Dossier N° :** 4502076500-160811-5137  
**Echantillon N° :** 20160811-13468  
**Produit :** Eaux usées  
**Client/ Origine :** BASSE-ARDECHE (SEBA)  
**Bulletin N° :** 160914652-1 Page : 2 sur 2

ANALYSE	RESULTAT	UNITE	Limite de qualité	Référence de qualité	METHODE	Date début analyse
SUBSTANCES EXTRACTIBLES A L'HEXANE (S)	23.0	mg/Kg			INTERNE	18/08/16
DETERGENT NON IONIQUE (Sous-traité)	15.0	mg/l			SPECTRO	18/08/16

*Commentaire : n=7 jours, ce qui représente le nombre de jours d'incubation de la DBO.*

*Flacon échantillonné et acidifié au laboratoire pour le(s) paramètre(s) suivant(s): PT.DCO.NH4.NTK.*

*Acceptation sous réserve échantillon, flacon fourni par client et température réception > 8°C.*

Destinataires : BASSE-ARDECHE (SEBA)

Christelle FERON

Chef de Laboratoire

Date de validation : 07/09/2016

Date d'expédition : 07/09/2016

- Ce rapport d'analyse ne concerne que les objets soumis à analyses.
- Les données concernant la réception, la conservation, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont disponibles sur demande. Les résultats ne peuvent être exploités de manière fiable que si la conservation des échantillons avant leur arrivée au laboratoire correspond aux indications fournies dans notre catalogue.
- La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale sauf autorisation du Laboratoire.
- L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, qui sont identifiés par le symbole \* (portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr) - Accréditation n°1-1052 )
- Les limites et les références de qualité renseignées sur le rapport d'essai correspondent au code de la santé publique.

Laboratoire SAUR Région Sud 188, allée de l'Amérique Latine 33900 Mèges Tél : 04 33 83 01 30  
 Siège Social Les Cyclades, 1, rue Antoine Lavoisier 78280 Guyencourt - S.A.S au capital de 101.529.000 Euros  
 019 379 984 RCS Versailles - [www.saur.com](http://www.saur.com)

SE - ES PQLA 13.12



**LABORATOIRE SAUR  
REGION SUD**

Nîmes, le : 22/12/2016



Laboratoire agréé par le Ministère chargé de

l'Environnement dans les conditions de l'arrêté du 27/10/11

**RAPPORT D'ANALYSE**

Dossier N° :	4502076500-161208-8009
Echantillon N° :	20161208-20976
Produit :	Industriels
Client/Origine :	BASSE-ARDECHE (SEBA)
Bulletin N°	Page : 1 sur
Code MIRE :	LAITERIE

**SAUR**  
**BASSE-ARDECHE (SEBA)**  
 Centre MONTELMAR  
 Chemin de la Fonderie

**26216 MONTELMAR**

Date de réception	08/12/2016	Motif de Prélèvement	Etudes ponctuelles
Heure de réception	12:49	Point de Prélèvement	
Date de prélèvement	07/12/2016	Méthode de	24 Heures
Heure de prélèvement	09:00	Flaconnage	CLIENT
Prélevé par			
Lieu de prélèvement	VALS LES BAINS - LAITERIE CARRIERS		

ANALYSE	RESULTAT	UNITE	Limite de qualité	Référence de qualité	METHODE	Date début analyse
<b>CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL</b>						
Température de l'échantillon à réception	5.0	°C			THERMO IR	
<b>EQUILIBRE CALCO-CARBONIQUE</b>						
Température de l'eau à la mesure du pH	14.1	°C			THERMOMETRIE	08/12/16
* PH	4.9	Unités pH			NF EN ISO 10523	08/12/16
<b>MINERALISATION</b>						
CHLORURES (Sous-traités)	105.0	mg/l			EN103041	11/12/16
<b>MESURE TERRAIN PAR CLIENT</b>						
VOLUME JOURNALIER	19.2	M3/j				
<b>PARAMETRES AZOTES ET PHOSPHORES</b>						
* AZOTE AMMONIACAL (N de NH4+)	11.9	mg N/l			NF T 90-015-1	12/12/16
* AZOTE KJELDAHL (EN N)	179	mg N/l			NF EN 23663	13/12/16
* PHOSPHORE TOTAL (EN P)	26.0	mg P/l			NF EN ISO 15681-2	19/12/16
AZOTE GLOBAL	179.0	mg N/l				
<b>OXYGENE ET MATIERES ORGANIQUES</b>						
* DBO <sub>5</sub> (avec ATU)	2280	mg O2/l			NF EN 1899-1	09/12/16
* DCO	5433	mg O2/l			NF T 90-101	09/12/16
* M.E.S. (Filtre Whatman GF/C)	940	mg/l			NF EN 872	08/12/16
<b>DIVERS POLLUANTS ORG</b>						

Laboratoire SAUR Région Sud : 188, allée de l'Amérique Latine 30000 Nîmes. Tél : 04 67 83 01 30  
 Siège Social Les Cyclades, 1, rue Antoine Levoisier 78280 Guyencourt - S.A.S au capital de 101.529.000 Euros  
 339 379 984 RCS Versailles - www.saur.com

SE - IS PQLA 13.12



Dossier N° : 4502076500-161208-8009  
 Echantillon N° : 20161208-20976  
 Produit : Industriels  
 Client/ Origine : BASSE-ARDECHE (SEBA)  
 Bulletin N° Page : 2 sur

ANALYSE	RESULTAT	UNITE	Limite de qualité	Référence de qualité	METHODE	Date début analyse
SUBSTANCES EXTRAITIBLES A L'HEXANE (S)	57.0	mg/Kg			INTERNE	11/12/16
DETERGENT NON IONIQUE (Sous-traité)	19.0	mg/l			SPECTRO	11/12/16

*Commentaire : Flacon échantillonné et acidifié au laboratoire pour le(s) paramètre(s) suivant(s): PT, NH4, DCO, NTX.  
 Analyse réalisée sur l'échantillon congelé conformément à la norme EN 1899.  
 n=3 jours, ce qui représente le nombre de jours d'incubation de la DBO.  
 Acceptation sous réserve de l'échantillon, flacon fourni par le client.*

Destinataires : BASSE-ARDECHE (SEBA)

SANDRINE CHATEAUNEUF

Technicienne de Laboratoire

Date de validation : 21/12/2016

Date d'expédition : 21/12/2016

- Ce rapport d'analyses ne concerne que les objets soumis à analyses.
- Les données concernant la réception, la conservation, le traitement analytique de l'échantillon et les incertitudes de mesure sont disponibles sur demande. Les résultats ne peuvent être exploités de manière fiable que si la conservation des échantillons avant leur arrivée au laboratoire correspond aux indications fournies dans notre catalogue.
- La reproduction de ce rapport d'analyse n'est autorisée que sous sa forme intégrale sauf autorisation du Laboratoire.
- L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, qui sont identifiés par le symbole de l'organisme accrédité sur ce rapport.

## **ANNEXE 4 : LISTE DES PRODUITS UTILISES PAR L'ETABLISSEMENT**



LISTE DES PRODUITS UTILISES – Etablissement CARRIER				
FOURNISSEURS	NOM	TYPE	UTILISATION	DANGER
<b>HYPRED</b>	Deptal el	Ammonium Quaternaire	Nettoyage	Les tissus vivants et les équipements sont détruits au contact de ces produits
<b>SOGEBUL</b>	NTC	Ammonium Quaternaire	Nettoyage	Les tissus vivants et les équipements sont détruits au contact de ces produits
	Soude Caustique	Base	Nettoyage	Les tissus vivants et les équipements sont détruits au contact de ces produits
	Javel	Chlore	Nettoyage	Les tissus vivants et les équipements sont détruits au contact de ces produits L'inhalation, l'ingestion ou l'absorption cutanée sont nuisibles pour la santé. Désigne également la possibilité d'un dommage irréversible par exposition unique, répétée ou prolongée
	QC	Désinfectant terminal	Nettoyage	
	Flowsan	Alcalin chloré non moussant	Nettoyage	Les tissus vivants et les équipements sont détruits au contact de ces produits Substances nocives pour l'environnement aquatique et non aquatique (faune, flore, atmosphère) ou ayant un effet nuisible à long terme
	Divoklor CL	Alcalin Chloré moussant	Nettoyage	Les tissus vivants et les équipements sont détruits au contact de ces produits
	Oxofoam	Alcalin chloré moussant	Nettoyage	Les tissus vivants et les équipements sont détruits au contact de ces produits Substances nocives pour l'environnement aquatique et non aquatique (faune, flore, atmosphère) ou ayant un effet nuisible à long terme
	CL650	Alcalin chloré moussant	Nettoyage	Les tissus vivants et les équipements sont détruits au contact de ces produits
	Pascal	Acide nitrique détartrant non fumant	Nettoyage	Les tissus vivants et les équipements sont détruits au contact de ces produits
	Mezzo	Acide péracétique	Nettoyage	Les tissus vivants et les équipements sont détruits au contact de ces produits Ces substances peuvent embraser des produits combustibles ou amplifier un feu existant, rendant son extinction difficile
<b>ANIOS</b>	Anios steril Eas	Acide désinfectant	Nettoyage	L'inhalation, l'ingestion ou l'absorption cutanée sont nuisibles pour la santé. Désigne également la possibilité d'un dommage irréversible par exposition unique, répétée ou prolongée
<b>MLB</b>	Encre MLB		MLB	Ces substances peuvent embraser des produits combustibles ou amplifier un feu existant, rendant son extinction difficile
<b>PAREDES</b>	Triseptine A		Hygiène mains	
<b>SOGEBUL</b>	Alcooplus	Hygiène mains		Ces substances peuvent embraser des produits combustibles ou amplifier un feu existant, rendant son extinction difficile
<b>HYPRED</b>	HCL		Dosage CIP	Les tissus vivants et les équipements sont détruits au contact de ces produits

## ANNEXE 5 : DUPLICATA DE FACTURE

## Vos Contacts :

Accueil : "la signalère" Les Vergnades  
07116 LARGENTIERE  
Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h

Téléphone : 04 63 36 10 00  
Du lundi au vendredi de 8h à 18h

Dépannage 24h/24 : 04 63 36 10 09

www.seaurclient.fr

**FACTURE ESTIMATIVE**  
11 Décembre 2014

Courrier : TSA 21371  
26126 MONTELMAR CEDEX

Référence à rappeler  
**2618033715**

26

**DESTINATAIRE  
DE LA FACTURE**

**NOM DU CLIENT**  
LAITERIE CARRIER

LAITERIE CARRIER

LAITERIE  
QUARTIER CHAMBLAS  
07600 VALS LES BAINS

Distribution de l'eau :

Collecte et traitement des eaux usées :

SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE

SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE

Cette facture estimative comporte un acompte calculé sur la base de votre consommation moyenne annuelle de 127 m<sup>3</sup> (soit 127 000 litres).

Cet acompte sera déduit sur la facture établie après le relevé de votre compteur.

Abonnement TTC	141,33 €
Acompte sur consommation TTC	220,75 €
<b>Total facture TTC</b>	<b>362,08 €</b>

**Prélevé le 29 Décembre 2014** **362,08 €**

*La Société ne pratique pas l'escompte.*

Votre prochaine facture vous sera adressée dans le courant du mois de Juin 2015.

Evolution de votre Consommation	
De 06/13 à 05/14	127 m <sup>3</sup>
De 06/12 à 05/13	228 m <sup>3</sup>
De 06/11 à 05/12	1 061 m <sup>3</sup>

SAUR, S.A.S., au capital de 101.529.600€ RCS Versailles 339373994 Siège Social Les Cycloades, 1 rue Antoine Lavoisier 75239 GUYANCOURT TVA Intracommunautaire n°FR 28 339 370 844 - N.A.F. 3600  
Les informations reproduites font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de votre dossier client. Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux bases, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification, d'un droit de suppression des informations vous concernant en vous adressant à SAUR, 1 rue Antoine Lavoisier, Guyancourt. Toute information communiquée à SAUR dans le cadre d'un contrat ou par le site Internet sera conservée.

## Conformément à votre demande,

Le montant de cette facture sera prélevé à partir du 29/12/2014 sur votre compte numéro  
13379 00001 00000201132

## Vos informations de prélèvement SEPA :

Identifiant du créancier (ICS) : FR86ZZZ003506

Référence Unique du Mandat (RUM) : ++S-4-2618033715-000131340-01

LAITERIE CARRIER

LAITERIE  
QUARTIER CHAMBLAS  
07600 VALS LES BAINS

REFERENCE Client :  
2618033715

Prélevé le :  
29/12/2014

Montant :  
362,08 €

BRANCHEMENT	COMPTEUR					Consommation m3	Information
	Numéro	Diamètre					
CHAMBLAS (LAITERIE) VALS LES BAINS	025475	030 mm				64	Estimation de consommation

FACTURE N°261141075196		Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
Distribution de l'eau	195,90 € HT 206,60 € TTC	m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Abonnement part Syndicale	06-2014 / 11-2014					68,60	5,50
Abonnement part SAUR	06-2014 / 11-2014					14,80	5,50
Acompte consommation part Syndicale 50%	01-06-14 / 31-05-15		64	0,6551	41,93		5,50
Acompte consommation part SAUR 50%	01-06-14 / 31-05-15		64	1,0280	65,85		5,50
Acompte Ag. de l'eau prélèvement et solidarité zones rurales 50%	06-2014 / 06-2015		64	0,0725	4,64		5,50

		Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
Collecte et traitement des eaux usées	141,27 € HT 155,40 € TTC	m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Abonnement part Syndicale	06-2014 / 11-2014					36,00	10,00
Abonnement part SAUR	06-2014 / 11-2014					12,42	10,00
Acompte consommation part Syndicale 50%	01-06-14 / 31-05-15		64	0,6328	40,50		10,00
Acompte consommation part SAUR 50%	01-06-14 / 31-05-15		64	0,8180	52,35		10,00

<b>Total Facture</b>	<b>362,08 € TTC</b>
----------------------	---------------------

HT soumis à TVA : 337,17 €  
TVA sur les débits : 24,91 €

**ABONNEMENT**

Montant indépendant de la consommation correspondant à la mise à disposition des services et destiné à couvrir des charges fixes.

**CONSOMMATION**

Volume en m<sup>3</sup> enregistré par le compteur entre deux relevés. Lorsqu'il n'a pas été possible de relever le compteur, la consommation peut être estimée. La consommation eau constitue la base de calcul de la collecte et du traitement des eaux usées.

Conformément à l'article L 441-3 du Code de Commerce, il sera appliqué à tout professionnel en situation de retard de paiement une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

**ORGANISMES PUBLICS**

Les Agences De l'Eau sont des établissements publics de l'Etat et ont pour mission de lutter contre les pollutions, gérer les ressources en eau et préserver les milieux aquatiques.

La taxe intitulée Voies navigables de France concerne les communes qui prélèvent ou rejettent de l'eau dans une voie navigable.

## **ANNEXE 5 : REGLEMENT DU SERVICE ASSAINISSEMENT**